

« À Genève, le régime syrien a sans cesse provoqué l'opposition »

Jean-Pierre Perrin, 3 février 2014 à 18h36



Le leader de la Coalition nationale syrienne Ahmad Jarba quitte son hôtel pour se rendre aux discussions de paix à Montreux

INTERVIEW Michel Kilo, membre de la délégation de la rébellion à la conférence de paix, revient sur les négociations avec les représentants de Bachar al-Assad.

Opposant historique au régime de Hafez et de Bachar al-Assad, plusieurs fois emprisonné, Michel Kilo est aujourd'hui l'un des principaux responsables de la Coalition nationale de l'opposition. Membre du comité stratégique, qui dirige et surveille depuis les coulisses la délégation de l'opposition à la conférence de Genève, il explique en exclusivité pour *Libération* comment se sont déroulées les premières discussions avec la délégation officielle, qui se sont achevées vendredi.

Concrètement, comment se déroulent les discussions ?

Chaque délégation est à sa table et Lakhdar Brahimi, le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe, se tient au milieu. Nous ne nous adressons qu'à lui et il transmet nos déclarations à l'autre délégation. On ne se parle jamais directement.

Quelle a été l'attitude de la délégation du régime ?

Elle a toujours eu une attitude agressive non seulement à notre rencontre, mais aussi envers les autres pays participant à la conférence. Bachar al-Jaafari [*le chef de la délégation du régime, ndlr*] n'a jamais cessé d'insulter notre délégation : vous êtes des traîtres, des agents saoudiens, des wahhabites. Par exemple, il m'a accusé d'avoir marié mon marxisme avec le wahhabisme. Il a sans cesse essayé de provoquer la délégation de l'opposition pour la pousser à claquer la porte des négociations. Heureusement, notre chef de délégation, Hadi al-Bahra, est un homme très calme, au point que nous l'avons poussé à être plus énergique.

Avez-vous senti des divergences au sein de la délégation officielle ?

Il y a eu des rumeurs de défection et que la famille de Walid Moallem [*le ministre des Affaires étrangères, ndlr*] se trouvait sous surveillance à l'hôtel Sheraton de Damas. Au sein des 16 membres de la délégation syrienne, il y avait même un officier des services de sécurité, du nom d'Oussama al-Ali, toujours derrière son ordinateur, qui surveillait les autres et donnait des papiers à Al-Jaafari.

Vous avez quand même parlé des questions humanitaires...

Al-Jaafari voulait faire de la question humanitaire la question centrale de la crise syrienne. Mais nous lui avons dit : la question humanitaire n'est pas la question politique. Car vous n'avez pas le droit de priver une population de nourriture, d'empêcher les gens de quitter leurs maisons ou de rentrer chez eux. Mais eux disaient : si quelqu'un veut quitter sa maison, à Homs par exemple, nous devons savoir qui il est. Il faut qu'il se rende chez les services spéciaux pour que ceux-ci vérifient qu'il ne s'agit pas d'un terroriste, qu'il n'est pas d'Al-Qaeda. Comme nous avons une expérience très négative à ce sujet, nous ne voulons pas que le régime fasse des listes. Il y a un mois, à Hajar al-Assouad, un quartier du sud de Damas, 213 combattants ont accepté de rendre les armes afin

de pouvoir quitter ce lieu. Et après eux, un millier de civils sont partis à leur tour. Trois heures après, ces 213 combattants ont tous été liquidés, ainsi que des dizaines de civils. On comprend pourquoi les habitants de Homs refusent de quitter la ville. Après, la délégation a prétendu que les civils pouvaient quitter Homs mais que les bandes armées [la rébellion, ndlr] ne voulaient pas les laisser partir. Ce n'est pas vrai !

Mais n'êtes-vous pas finalement tombés d'accord pour que les femmes et les enfants puissent quitter Homs...

Effectivement, mais les gens qui sont encerclés à Homs n'ont pas voulu. Ils nous ont dit : ce n'est pas à vous de décider si nous voulons ou non quitter la ville. C'est à nous seuls de décider. En fait, les gens de Homs veulent rester dans leur ville. Ils nous ont demandé seulement deux choses : l'arrêt des bombardements et l'entrée des organisations humanitaires internationales. Et, bien sûr, de la nourriture et des médicaments.

Les questions politiques ont-elles été abordées à Genève ?

Brahimi nous avait demandé de discuter pendant deux jours de ces questions humanitaires avant de passer aux questions politiques. Nous avons donné notre accord. Or, on a discuté de ce premier point pendant cinq jours. Cinq jours perdus. Je crois que Al-Jaafari a utilisé la question humanitaire pour nous accuser d'avoir des relations avec les terroristes. Le régime nous demandait des listes d'habitants et comme pour lui tous les habitants sont des jihadistes nous avons donc des relations avec eux. Et comme nous refusions de leur donner ces listes, il nous accusait de «couvrir» les jihadistes. Puis, Brahimi a dit qu'il fallait parler de Genève II [les questions politiques, ndlr] et qu'il allait faire un discours d'une demi-heure pour trouver des points d'accord entre nous. Mais Al-Jaafari a déclaré qu'une solution politique ne sera possible que si l'on s'entend sur la question du terrorisme. Et il a écrit un papier pour que nous condamnions le terrorisme, celui du peuple, pas de l'Etat, alors nous avons refusé de le signer. Et, comme les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils allaient fournir des armes à la rébellion, il avait mentionné les Etats-Unis comme un Etat terroriste.

A votre avis, quelle est la stratégie du régime ?

Contre notre plan qui consiste en la mise en place d'un gouvernement transitoire avec toutes les compétences exécutives nécessaires, prévue par l'accord du 30 juin 2012 [signé à Genève par les Etats membres du groupe d'action sur la Syrie - les cinq membres du Conseil de sécurité, plus la Turquie, le Koweït et le Qatar]. Aussi, Al-Jaafari, nous répétait-il : «Nous devons régler les problèmes locaux, un village après l'autre, un quartier après l'autre.» C'était pour nous noyer dans les détails. Et montrer que nous n'avions pas la capacité d'arrêter la guerre dans chaque village, quartier ou rue, que nous ne représentions rien sur le terrain. Cela lui permettait aussi de gagner du temps, de tenir dix ans, et déjà jusqu'à ce que Bachar al-Assad puisse se présenter à la présidentielle qui doit se tenir, selon la Constitution, d'ici au 17 juillet.

Pensez-vous avoir marqué quelques points à Genève ?

Notre relation avec la population syrienne s'est beaucoup améliorée à la faveur de cette conférence. Nous avons reçu beaucoup de témoignages d'organisations qui nous ont félicités d'être loyaux à la révolution.

Et Moscou ?

Il y a une meilleure compréhension de l'opposition. Les Russes sont avec le document Genève I [qui sert de cadre à Genève II]. Certes, ils ont leur propre lecture, mais Sergueï Lavrov [le ministre russe des Affaires étrangères] a dit qu'il avait été rédigé dans son bureau. Et les Russes ont exercé de grandes pressions, le 28 janvier, sur la délégation officielle syrienne pour qu'elle accepte Genève I. Les Américains nous ont dit qu'ils allaient demander aux Russes d'exercer d'autres pressions à propos des villes encerclées.

Vous pensez que la déclaration très violente de Walid Moallem, le ministre syrien des Affaires étrangères, a choqué les Russes ?

Ce n'était pas un discours pour une conférence de paix. Je sais que Lavrov lui a dit ensuite : «Vous n'avez pas rendu service à votre ami !» C'était clair qu'il était fâché. Je l'ai constaté moi-même lorsqu'il était au milieu de la délégation officielle syrienne. Je crois que les Américains et les Russes sont fatigués de la crise syrienne.

Donc une petite réussite pour l'opposition ?

Oui. Et la réponse du régime ne s'est pas fait attendre. Il utilise à présent, pour bombarder la population, des barils de TNT plus gros qu'auparavant.

http://www.liberation.fr/monde/2014/02/03/a-geneve-le-regime-syrien-a-sans-cesse-provoque-l-opposition_977552